

## Résumés

---

### **Aide sociale : contractualisation et contrepartie**

#### **1. La multiplication des précarités à travers la mutation du droit**

Patrick Ernst

À l'ambition d'un État social succède maintenant, depuis une trentaine d'années, un État de droit qui délègue systématiquement au Droit la charge de résoudre les problèmes sociaux. C'est particulièrement le cas dans le domaine des protections sociales, où cette évolution est la plus significative. Aussi, en raison de la grave crise sociale que cette tendance annonce et de la montée inéluctable de l'exclusion sociale que cela provoque déjà, il importe de situer et de comprendre historiquement ce qui est à l'origine de cette transformation sociale; puisque l'enjeu de la nouvelle politique de ciblage des populations les plus pauvres, non seulement entraîne de façon surprenante un accès inégal aux protections fondamentales de l'État social, mais aussi dévoile une nouvelle dualisation sociale dangereuse pour l'avenir de la démocratie. Sous prétexte de stimuler l'économie, nous assistons en fait, d'un côté, aux pires régressions sociales, et de l'autre, à la montée en puissance des multinationales.

#### **2. Contractualisations territoriales et recompositions de l'État social**

Marc Rouzeau

Dans les années 1960, l'État planificateur composait à la marge avec les intérêts locaux. Dans les années 1980, dans le cadre d'un paysage national pluraliste, cette régulation croisée s'est trouvée remplacée par un large processus de socio-territorialisation et une généralisation des contrats d'action publique. Depuis une dizaine d'année, le pilotage par grands programmes tend à articuler davantage action sociale, éducation et santé. Il donne lieu à des conventionnements plus sélectifs et prescriptifs. Marqueurs d'un État social actif en train de prendre prise, de nouveaux équilibres entre protection et mobilisation se font jour, et l'expertise sociale est de plus en plus sollicitée pour discriminer les pratiques probantes.

#### **3. Contractualisation de l'aide et de l'action sociale**

Mejed Hamzaoui

Nous n'aborderons pas la question de la genèse de la notion de contrat social et de différents débats philosophiques et politiques, même si cette notion constitue souvent une référence – implicite plutôt qu'exprimée – dans de nombreuses formes contractuelles. Notre objet central est plutôt d'analyser le contrat comme instrument de l'action publique sous tutelle de l'État social actif pour mettre en œuvre les programmes des politiques sociales actives.

#### **4. Précarité, « activation » et conditionnalité : new-gouvernementalité ?**

Susana PEÑALVA

Sur la base d'une analyse des stratégies de lutte contre la pauvreté mises en

place en Amérique latine, cet article propose une approche critique du cadre socio-historique dans lequel ont été conçus les programmes de Transferts monétaires conditionnels, ou *Conditional Cash Transfers (CCT)*, et de ce qu'ils représentent du point de vue des référentiels d'action publique. Car l'évolution récente – façonnée sous l'influence de la crise économique des années 1990-2000 – redéfinit le rôle des politiques et les modèles d'intervention sociale. En formulant l'hypothèse d'une « gouvernementalité » (notion de Michel Foucault) en phase avec les enjeux de la « nouvelle question sociale », on cherche à l'examiner à la lumière des défis auxquels se trouvent confrontées les formes de l'État social. Notamment dans un contexte d'« institutionnalisation de la précarité » dans lequel les mutations en cours, le travail du *care* et la protection sociale sous conditionnalité, semblent offrir un contrepoint au débat sur le paradigme de l'« activation », émergent en Europe occidentale.

### **5. Aide sociale et contrepartie: analyse sous l'angle de la vulnérabilité**

Sébastien Avanzo

Le système belge de l'aide sociale a connu de profondes transformations depuis le début des années 1990. Celles-ci sont notamment dues à l'émergence du concept de vulnérabilité. Au départ issu des débats scientifiques, ce dernier est devenu depuis lors l'un des principes autour duquel l'aide sociale se construit. La vulnérabilité aura entre autres instauré un principe de contrepartie au sein de l'aide sociale, supposant que l'allocataire social doit désormais démontrer qu'il met tout en œuvre pour assurer son insertion dans la société en contrepartie du bénéfice des différentes formes d'aides prévues. Le lien entre l'émergence de la logique de contrepartie au sein de l'aide sociale et la montée en puissance de la notion de vulnérabilité dans le débat public doit donc être discuté.

### **6. La formation, contrepartie exigible et légitime de l'aide sociale?**

Acklin Dunya, Reynaud Caroline

En Suisse, depuis le début des années 2000, les « jeunes adultes à l'aide sociale » sont devenus une nouvelle catégorie d'action sociale appelant un traitement particulier par rapport aux autres bénéficiaires. Cet article expose le processus de problématisation sociale de cette question et la genèse des réponses en termes de politiques sociales. Plus précisément, il compare la situation dans deux cantons francophones.

Malgré des logiques de départ distinctes, l'analyse révèle une tendance actuelle à opter pour une politique incitative avec comme priorité d'orienter ces jeunes adultes vers la formation professionnelle, en soutenant des dispositifs d'accompagnement visant cet objectif. La formation apparaît ainsi comme une contrepartie exigible, légitime et privilégiée, aux prestations d'assistance. Cependant, cette option politique pose un certain nombre d'enjeux en termes de travail social, que l'article cherche à révéler et discuter.

### **7. Du parcours idéal au parcours réel**

Claire Corniquet

Cet article propose de déconstruire la notion de réussite associée au parcours

d'insertion socioprofessionnelle, et cela en confrontant le parcours réel des apprenants au parcours idéal, tel qu'il est pensé dans le dispositif ISP encadré par le décret du 27 avril 1995. Il s'agit également de prolonger l'analyse produite lors de l'étude « Quelles représentations ont les apprenants et stagiaires en alphabétisation de leur parcours de formation vers l'emploi? Enjeux et défis pour le secteur de la formation ISP-Alpha », étude sur la non linéarité des parcours de formation et professionnel des stagiaires en alphabétisation. Aussi, nous mettrons en évidence le gouffre qui existe parfois entre le temps dominant de la société industrielle et les temps vécus par les apprenants / stagiaires.

# Summaries

---

## Welfare aid : contracts and compensations

### 1. The increase of insecurity seen in the context of the changing use of law

Patrick Ernst

The ambition of building a welfare state has given way during the last thirty years or so to the reality of a constitutional state in which the responsibility for resolving social problems is systematically devolved upon the Law. This is particularly the case in everything to do with welfare protection, where this change is the most significant. Also by reason of the grave social crisis heralded by this tendency, and the remorseless rise in social exclusion it is already bringing about, it is important to situate the origins of this social transformation and understand the history of its beginnings. Not only do the policies targeting the poorest social classes bring about a shockingly unequal access to social protection, they reveal a division in society that puts the future of democracy in peril. We can see how what is done on the pretext of stimulating the economy leads on the one hand to the worst of social regressions and on the other to the growing power of the multinationals.

### 2. The setting up of territorial contracts and the recomposing of the welfare state

Marc Rouzeau

In the 1960s the State in its planning came to terms with local interests existing on the margin of its activities. In the 1980s, in the context of a pluralist national landscape, this mutual arrangement came to be replaced by a broad process of socio-territorial development and a widespread recourse to contracts in public aid. In the past decade there has been a tendency for welfare, education and health to be controlled by far-reaching programmes, giving rise to a more selective and prescriptive type of contract. As indicators of an active welfare state that is taking the situation in charge, new ways of striking a balance between protecting the unemployed and facilitating their return to work are appearing, and social expertise is more and more in demand in with the aim of identifying good practice.

### 3. The contracting-out of welfare and social work

Mejed Hamzaoui

Our aim here is not to broach the subject of the origin of the idea of a social contract and the various philosophical and political debates surrounding it, even though this notion is often used as a point of reference, implicit rather than expressed, in many kinds of contract. The main concern is rather to analyse the contract as an instrument of public action under the guardianship of the welfare state as it puts its social programmes into operation.

**4. Insecurity, the promotion of change, and the controls placed on the use and distribution of funds: a new art of government?**

Susana Peñalva

On the basis of an analysis of strategies used to counter poverty in Latin America, this article puts forward a critical approach to the socio-historical context for which Conditional Cash Transfers have been devised, and examines what they represent from the standpoint of the norms of public policy. Recent developments, shaped by the economic crisis of the years 1990-2000, have redefined the role of politicians and the modes of social intervention. In formulating the hypothesis of a “governmentality” or art of government (the expression of Michel Foucault) developing in line with the issues raised by the “new social question”, we propose to examine it in the light of the challenges currently faced by the welfare state. The present context where insecurity is institutionalised and welfare is subject to close financial control is in counterpoint to the paradigm of the promotion of change that is appearing in western Europe.

**5. Welfare aid and the response it meets analysed from the point of view of vulnerability**

Sébastien Avanzo

The Belgian welfare system has undergone profound changes since the beginning of the 1990s, in particular because of the appearance of the concept of vulnerability. From its beginnings in scientific debate, it has since become one of the principles around which welfare aid is organised. Vulnerability and other factors have given rise to the principle of *response* to welfare aid, which supposes that its beneficiaries must subsequently demonstrate that they are doing all they can to secure their place in society to make a return for the different kinds of social welfare benefits they have received. The link between this expectation and the increasing recourse to the notion of vulnerability in public debate is something that needs to be discussed.

**6. Can participation in vocational training be legitimately expected in return for welfare aid?**

Dunya Acklin and Caroline Reynaud

In Switzerland since the beginning of the new millennium, “young adults on welfare benefits” have formed a new category of social action demanding a different approach from that used with other beneficiaries. This article describes the process by which social problems have arisen round this question, and the responses made in terms of social policies. More precisely, it compares the situation in two French-speaking cantons.

In spite of the different starting-points, analysis shows the same tendency to favour a policy of mobilising these young adults to engage in vocational training, and to support accompanying measures with this aim in view. Training therefore appears to be a return for benefits given that can be expected and is legitimate and privileged. However this political option poses a number of challenges in terms of social work: this article aims to bring them to light and discussion.

## **7. Integration into the world of work: the ideal career path and the real one**

Clare Corniquet

This article sets out to deconstruct the notion of success in joining the world of work by contrasting the actual route followed by learners with the ideal one presented in the ISP plan embodied in the law of 27 April 1995. Here we are following up the findings of a study entitled "What idea do people studying to improve their literacy form of their courses as a way into work? Challenges and issues for the ISP-Alpha area of education." The study shows that the passage towards work taken by such learners is anything but straightforward. We shall also demonstrate the gap that exists between notions of time that pervade industrial society and the time in which learners and those on courses live.

## Resúmenes

---

### **Ayuda social : ¿contractualización y contrapartida ?**

#### **1. La proliferación de las precaridades a través de la mutación del derecho**

Patrick Ernst

Frente a un Estado social ambicioso, asistimos, los últimos treinta años, a un Estado de derecho que delega sistemáticamente al Derecho la tarea de resolver los problemas sociales. Este es particularmente el caso en el ámbito de la protección social. Debido a la grave crisis social que esta tendencia anuncia y al inevitable aumento de la exclusión social que esto provoca, es importante contextualiza históricamente este proceso y entender qué está detrás de esta transformación social, ya que esta nueva política, orientada hacia las poblaciones más pobres, no sólo conduce sorprendentemente al acceso desigual a las protecciones básicas del estado del bienestar, sino que también revela una nueva polarización social que puede ser peligrosa para el futuro de la democracia. Con el pretexto de estimular la economía, nos enfrentamos, por un lado, a una de las peores regresiones sociales, y por otro, al aumento del poder de las corporaciones multinacionales.

#### **2.2. Las contractualizaciones territoriales y las recomposiciones del Estado social**

Marc Rouzeau

En los años sesenta, el Estado planificador se organizaba al margen con los intereses locales. En los ochenta, en el marco de un paisaje nacional pluralista, esta regulación cruzada fue reemplazada por un amplio proceso de socio-territorialización y la generalización de contratos de acción pública. Desde hace una decena de años, el pilotaje de amplios programas tiende a articular la acción social, la educación y la salud. Conduce a acuerdos más selectivos y prescriptivos. Como resultado de un estado social activo que se está conformando, se reclaman nuevos equilibrios entre la protección y la movilización y se busca cada vez más la experiencia social a fin de seleccionar las prácticas exitosas.

#### **3. Contractualización de la ayuda y de la acción social**

Mejed Hamzaoui

No se aborda la cuestión de la génesis de la noción de contrato social ni de los diferentes debates filosóficos y políticos, aunque esta noción constituye una referencia - implícita más que explícita - en numerosas formas contractuales. Nuestro objetivo central es, más bien, analizar el contrato como un instrumento de la política pública bajo la tutela del Estado social activo para implementar los programas de las políticas sociales activas.

#### **4. Precariado, « activación » y condicionalidad : ¿nueva-gubernamentalidad ?**

Susana Peñalva

A partir de un análisis de la experiencia latinoamericana reciente en materia de políticas de lucha contra la pobreza, este artículo propone un enfoque crítico del

marco de referencia y la significación de los programas de Transferencias Monetarias Condicionadas (CCT), desde el punto de vista de la evolución de los referenciales de acción pública. Las normas y criterios de política social entronizados a escala de la región bajo la influencia de la crisis económica de los años 1990/2000 continúan redefiniendo los modelos de intervención pública en el ámbito social. Se adelanta así la hipótesis según la cual se cristaliza una “gubernamentalidad” (noción de Michel Foucault) como forma de gestión de la “nueva cuestión social”, en un contexto de “institucionalización de la precariedad”, en el cual la difusión de los servicios del care y la protección social sujeta a condicionalidad ofrecen un contrapunto al debate sobre el paradigma de la “activación” emergente en Europa Occidental.

### **5. Ayuda social y contrapartida: análisis desde la perspectiva de la vulnerabilidad**

Sébastien Avanzo

El sistema belga de asistencia social ha cambiado drásticamente desde principios de los años noventa. Estos cambios se deben, sobre todo, a la aparición del concepto de vulnerabilidad. Procedente originalmente de debates científicos, se ha acabado convirtiendo en uno de los principios en torno a los cuales se construye el bienestar. La vulnerabilidad habría instaurado, entre otros, un principio de contrapartida en el seno de la ayuda social, que supone que el beneficiario de prestaciones sociales debe ahora demostrar que hace todo lo posible para asegurar su integración en la sociedad como contrapartida de las diversas formas de ayuda de las que se beneficia. El vínculo entre la aparición de la lógica de la contrapartida en el seno de la ayuda social y la extensión con fuerza del concepto de vulnerabilidad en el debate público debe ser, por tanto, discutido.

### **6. La formación, ¿contrapartida exigible y legítima de la ayuda social?**

Acklin Duya, Reynaud Caroline

En Suiza desde la década de los años 2000, “los adultos jóvenes con ayuda social” se han convertido en una nueva categoría de acción social que reclama un tratamiento especial en comparación con otros beneficiarios. En este artículo se describen los procesos de problematización social de esta cuestión y la génesis de respuestas en términos de políticas sociales. Más concretamente, se compara la situación en dos cantones de habla francesa.

A pesar de las diferencias en las lógicas de partida, el análisis revela una tendencia actual a optar por una política de incentivos que tiene como prioridad guiar a estos jóvenes hacia la formación profesional, apoyándose para ello en sistemas de acompañamiento. La formación aparece como una contrapartida exigible, legítima y privilegiada, a las prestaciones de asistencia. Sin embargo, esta opción política plantea una serie de desafíos en términos de trabajo social, que el artículo pretende dar a conocer y discutir.

### **7. Del recorrido ideal al recorrido real**

Claire Corniquet

Este artículo propone deconstruir la noción de éxito asociado a los procesos



de integración socio-profesional, mediante la comparación entre la trayectoria real de los alumnos y su ideal, tal y como es planteado por el dispositivo ISP enmarcado en el decreto de 27 de abril de 1995. Se trata también de extender el análisis realizado en el estudio “¿Qué representaciones tienen los alumnos y cursillistas en cursos de alfabetización sobre su recorrido de formación hacia el empleo? Problemas y desafíos para el sector de la formación ISP-Alpha “. Este estudio muestra la no linealidad de las trayectorias de formación y profesionales de los cursillistas en alfabetización. Además, pone de relieve la brecha que a veces existe entre el tiempo dominante de la sociedad industrial y los tiempos vividos por los alumnos y cursillistas.